

BUREAU :
Rue du Vert-Bois, 16 bis.
A PARIS.

PRIX DE L'ABONNEMENT :
Paris, Départ, Étranger.

Un mois... 30 » 75 1 »
Trois mois... 1 50 2 » 3 »
Six mois... 3 » 4 » 6 »
Un an... 6 » 8 » 12 »
Les abonnements partent des
1^{er} et 16 de chaque mois.

LE BUT SOCIAL

JOURNAL DE PHILOSOPHIE POSITIVE ET DES MOYENS TRANSITOIRES

LIBERTÉ, SOLIDARITÉ, ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

BUREAU :
Rue du Vert-Bois, 16 bis.
A PARIS.

RAGINEL,
GÉRANT ET RÉDACTEUR EN CHEF.

Les manuscrits ou imprimés
adressés au journal ne sont pas
rendus.

Les lettres et paquets affran-
chis sont seuls reçus.

Sommaire.

Ce que nous sommes et ce que nous voulons. — Pétition à l'Assemblée nationale pour l'organisation d'une Société égalitaire. — Acte de société. — Aperçu des bases du règlement. — Où l'on signera la pétition. — A nos amis. — Lois fondamentales de la nature humaine.

CE QUE NOUS SOMMES ET CE QUE NOUS VULONS.

La loi des précédents a établi l'usage, que, dès qu'un journal paraît, il doit à ses premiers lecteurs une profession de foi.

Nous leur donnerons donc la nôtre : elle sera brève, complète, et irrévocablement suivie.

Nous sommes républicain, socialiste, unitaire et égalitaire.

Nous voulons que la République accomplisse tout ce qu'elle doit d'amélioration d'abord, et de bien-être ensuite ; aux travailleurs qui ont été jusqu'ici déshérités de toute sollicitude.

Nous ferons tous nos efforts pour éclairer nos adversaires, convaincus que les neuf dixièmes des ennemis du socialisme cesseraient leurs hostilités s'ils connaissaient les doctrines qu'ils repoussent.

Nous voulons tout par la progression constante, mais calme, convaincu que lutter c'est courir une chance, courir une chance ; c'est de l'imprudence, maintenant que l'avenir est à nous.

Les traitres et les inexpérimentés peuvent seuls désirer les violences.

Nous ne sommes les ennemis d'aucune classe de la société ; nous ne sommes pas même les ennemis de nos ennemis. Quand ils nous connaîtront, quand ils sauront bien que nous voulons la paix et l'ordre plus qu'eux, que nous voulons le développement de l'agriculture et de l'industrie plus qu'eux, que nous voulons la satisfaction et la garantie du bien-être pour eux comme pour nous, ils nous serreront fraternellement la main que nous leur tendons.

La propagande ! la propagande ! voilà ce que nous a fait républicains, voilà ce qui sauvera l'humanité, voilà notre tâche à tous ; à l'œuvre donc !

Démontrer l'impérieuse nécessité de l'association, comme étant le mode transitoire le plus convenable entre la vieille société qui finit et la nouvelle qui commence ;

Organiser l'essai d'un système complet d'association volontaire sous le titre de SOCIÉTÉ AGRICOLE et INDUSTRIELLE de la GRANDE FAMILLE.

Publier ses statuts, et l'ensemble de son projet de règlement ;

Demander au gouvernement les moyens nécessaires pour réaliser le plus promptement possible l'essai de cette société égalitaire.

Appeler à nous un certain nombre d'ouvriers moraux, mais sans ressource, afin de démontrer, par la progression de leur bien-être, acquis par leur travail, la toute-puissance de l'association libre, montrer les résultats que peut obtenir une société basée sur la Liberté, l'Égalité, la Fraternité et la Solidarité, réalisée par le concours de tous pour chacun et de chacun pour tous.

Nous pensons qu'il doit y avoir quelque part un Code qui indique à l'homme les lois qui doivent régler ses rapports avec la nature, avec ses semblables, avec les générations passées, ainsi que ses devoirs envers les générations futures, ses droits et ses devoirs de citoyen, de fils, de père, d'époux.

Ce livre, où tout se trouve écrit si clairement, si positivement pour qui veut y lire, ce livre est à la portée de tous, à la seule condition d'avoir du bon sens ; et la force de se démailloter des préjugés imposés par la vieille société.

Ce livre, mais c'est l'homme lui-même.

L'analyse de la nature humaine est le criterium de certitude qui doit servir de base à l'organisation sociale et de principe à la confection de toutes lois.

Dans notre prochain numéro, nous commenterons l'exposé complet de notre doctrine, nous la déduirons des lois naturelles de la nature humaine.

Nous déroulerons successivement et complètement toutes les conséquences sociales et politiques que renferme notre doctrine (1).

Mais comme il ne nous paraît pas suffisant de seulement indiquer un but à atteindre qu'il est de la plus haute importance d'indiquer aussi tous les échelons transitoires qu'il est indispensable d'établir dans une transformation sociale, nous publierons sous le titre de Moyens transitoires ou de Pétitions une série progressive d'améliorations immédiatement réalisables :

1° Projet de Société nationale d'agriculture fondée et dirigée par l'État. Cette société aurait en elle tous les mêmes avantages d'exemples et d'amélioration que les fermes-modèles existantes ; sa fondation et son développement ne causeraient à la République aucunes dépenses ni avances de fonds. Le nombre des fermes pourrait être assez grand pour qu'il en soit formé plusieurs dans chaque département.

2° Un système pénitencier régénérateur garantissant la société contre les récidives des malfaiteurs.

3° Organisation des médecins en fonctionnaires publics.

4° Les assurances diverses faites par l'État, etc.

Pétition

QUI VA ÊTRE ADRESSÉE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Citoyens Représentants,

Au nom de l'humanité, qui a de grand problèmes à résoudre ;

Au nom des travailleurs qui souffrent et qui vous ont fait ce que vous êtes ;

Au nom de tous les socialistes qui désirent l'accomplissement de tout progrès ; par la voie calme de l'essai et de la prudence ;

1° Nous vous demandons aide et protection pour organiser un essai de société égalitaire, conformément aux statuts ci-après.

2° Nous vous demandons qu'en France, près d'une des grandes lignes de chemins de fer. Des terres et un bâtiment conforme au plan ci-joint nous soient loués par l'État.

3° Que par le traité, il nous soit possible d'effectuer l'acquisition des terres et des bâtiments par des à-comptes, annuellement payés en dehors du prix du bail de fermage.

4° Pour monter cette immense ferme et l'outillage des divers ateliers d'industrie, ainsi que pour subvenir aux frais de première installation de l'établissement des sociétaires, et pour constituer le fonds de roulement indispensable, nous demandons une avance de 500,000 francs, dont nous payerons les intérêts jusqu'à ce que cette somme soit intégralement remboursée.

5° Le nombre des sociétaires hommes et femmes sera de cinq cents, au minimum, sans compter les enfants.

6° Pour garantir la République des avances qu'elle nous ferait, nous souscrirons à tous les engagements loyaux qu'elle demanderait à ce sujet.

Nous espérons que la Représentation nationale, ainsi que le Gouvernement, ne seront pas moins

(1) Pour faciliter la conservation de cet exposé philosophique nous le publions comme dans ce numéro à la fin de la 3^e et 4^e page, disposé de façon qu'il puisse être détaché et broché. Nous sommes dans l'intention de publier de la même manière l'excellent ouvrage de Campanella et d'autres.

désireux que le pays et que nous de voir se produire un essai sociétaire de ce genre, dont le but est de démontrer par l'évidence des faits la valeur réelle de ce genre d'association.

Salut et Fraternité.

RAGINEL,

Combattant de 1830, de 1832, Prisonnier de 1834, condamné en 1841, Combattant de 1848. Le premier qui, le 24 février, proposa, aux Tuileries, de brûler le trône à la Bastille, avant que la République ne fût proclamée, ex-Commissaire de la République au département de l'Aveyron, Rédacteur en chef du *But social*, Socialiste depuis 1834.

ACTE DE SOCIÉTÉ.

BASE, BUT ET MOYENS DE LA SOCIÉTÉ.

Art. 1^{er}. Cette Société a pour base : la Liberté, l'Égalité, la Fraternité et la Solidarité.

Elle a pour but : de garantir ses membres contre les dangers et les misères de la vie individuelle, et, par l'exemple de leur félicité croissante, d'attirer à ses principes les hommes divisés.

Elle a pour moyen : 1° l'exploitation du sol exécuté par un travail agricole appliqué selon les règles les plus avancées de la science ; 2° l'industrie combinée avec l'agriculture, les aptitudes des associés et les débouchés possibles des produits, le tout accompli par un travail modéré et intelligent.

NATURE DE LA SOCIÉTÉ.

Art. 2. Entre les soussignés et toutes les personnes qui, à l'avenir, après avoir pris connaissance des présents statuts, seront reçus à y adhérer et en accepteront pleinement et sans aucune réserve la responsabilité et la teneur, il y a, et il y aura société en nom collectif.

Art. 3. La Société se compose de personnes majeures des deux sexes, de toutes nations et sans aucune distinction de religion.

NOM, SIÈGE ET DURÉE DE LA SOCIÉTÉ.

Art. 4. La Société existe sous le nom de Société Agricole et Industrielle de la Grande Famille.

Art. 5. La Société a son siège à

Art. 6. La durée de la Société est illimitée ; nonobstant cette disposition, il sera loisible à tout Associé de se retirer dès qu'il lui plaira ; les capitaux qu'il aurait pu apporter lui seraient intégralement remboursés.

DU CAPITAL SOCIAL.

Art. 7. Le capital social se compose :

1° De l'avance faite par l'État ;

2° De l'apport volontaire des associés ;

3° Des bénéfices ;

4° Des legs et des donations entre vifs qui pourraient être faits à la Société.

CONDITION D'ADMISSION.

Art. 8. Toute personne qui désire faire partie de la Société doit remplir les conditions, suivantes :

1° Être majeur ou émancipé et libre de ses actions ;

2° Constater sa validité ;

3° Sa capacité ;

4° Sa probité et sa moralité ;

Art. 9. Le nombre des Sociétaires est illimité.

Art. 10. L'admission est faite par le Conseil ; les trois quarts au moins des suffrages sont nécessaires.

Art. 11. La Société se réserve, pour certaines infractions graves aux présents statuts, le droit d'exclure de son sein les membres qu'elle jugerait s'être mis dans ce cas. L'exclusion est prononcée par le conseil à la majorité absolue des suffrages.

Droits et Devoirs des Associés.

Art. 12. Pour assurer la plus parfaite unité dans toutes les opérations de la Société, tous les membres, hommes, femmes et enfants, doivent obéissance entière aux décisions du Conseil, lequel toutefois ne peut rien ordonner de contraire aux droits des Associés.

Art. 13. Tous les Sociétaires ont un droit égal dans la consommation et la répartition des produits, des jouissances et des avantages sociaux; nul n'est moins bien nourri, vêtu, logé, ou soigné, en cas de maladie, que tel autre de ses co-associés; la règle des droits c'est la PROPORTIONNALITÉ DES BESOINS DE CHACUN. La préséance et la préférence accordées aux vieillards, aux malades et aux femmes. De même dans l'exécution des travaux, les aptitudes, les forces, les talents seront la règle des fonctions.

Art. 14. Après le décès d'un membre, la Société subsiste de droit avec ses enfants; ces derniers continuent à être élevés dans le sein de la Société, hormis le cas des obstacles légaux qui pourraient survenir.

Art. 15. Chaque Associé travaille pendant tout le cours de l'année, selon le programme d'emploi du temps adopté par le conseil. Ce programme observe des jours de repos; en outre, chacun a le droit de disposer de 48 heures par mois. Il peut laisser accumuler ses vacances mensuelles, de manière à pouvoir jouir au bout d'un certain temps d'une vacance plus considérable, pendant laquelle il peut voyager où bon lui semble en prévenant du moins le Conseil 48 heures à l'avance, pour qu'il soit remplacé en sa fonction, s'il y a lieu. A l'époque des récoltes seulement, on devra obtenir un congé du conseil.

Art. 16. Le travail est obligatoire (dans l'état de santé, bien entendu), jusqu'à l'âge de 60 ans; de 50 à 60 ans, ils ont le droit de se rendre le matin au travail une heure après les autres membres plus jeunes, et le soir de se retirer une heure avant.

Art. 17. Toute rétribution ou toute rémunération du dehors, faite à un membre pour un travail ou un service effectué ou rendu durant le cours de l'association, appartient à la Société.

Dispositions Particulières.

Art. 18. La Société reçoit des pensionnaires des deux sexes et de tous âges; elle leur fournit la nourriture, le vêtement et tous les soins et médicaments quelconques, en cas de maladie. Elle les dispense de tout trousseau; en un mot, elle pourvoit à leur entretien de la manière la plus générale et la plus complète.

Art. 19. Les prix des pensions seront fixés par le Conseil.

Art. 20. Tout Sociétaire qui par sa volonté, ou par les conséquences de l'art. 11, sortira de la Société fera perdre à ses enfants le bénéfice de l'art. 21.

Art. 21. Quant aux enfants nés depuis l'admission des membres dans la Société, celle-ci les prend entièrement à sa charge, et à leur majorité ils sont reçus de droit Sociétaires, si du moins ils sont restés consécutivement aux soins de la Société.

Art. 22. Tous les membres de la Société et leurs enfants, porteront l'uniforme qui sera adopté par le conseil. Dans le choix de ces vêtements, le conseil aura pour objet la santé, la commodité et l'élégance.

Art. 23. Dès que le développement de la Société le permettra, il sera fondé de nouveaux établissements dans les endroits jugés alors les plus convenables; ces établissements seront soumis aux mêmes statuts et règlements, et en un mot, ne seront que l'agrandissement et le progrès de la Société.

Administration de la Société.

Art. 24. Toutes les affaires de la Société sont administrées par un conseil composé d'un certain nombre de membres (hommes et femmes) choisis par les Associés réunis en Assemblée générale.

Art. 25. Le chiffre des membres du conseil est fixé par l'Assemblée générale; ce chiffre s'élève à mesure que le nombre des Associés augmente, et en proportion de l'accroissement.

Art. 26. Le Conseil administratif est renouvelé chaque année en entier; les membres sortants peuvent être renommés.

Art. 27. Les Gérants de la Société ne peuvent

faire partie du conseil, mais ils ont le droit d'assister aux séances et d'y émettre leur avis. et doivent donner au conseil tous les renseignements qui sont à leur connaissance.

Art. 28. Le Conseil choisit lui-même son bureau; avant cette élection, il est provisoirement présidé par le doyen d'âge, assisté d'un secrétaire et de deux scrutateurs tirés au sort.

Art. 29. Une fois le bureau constitué, le conseil s'occupe de son règlement intérieur, il détermine les jours et heures de ses réunions, il règle l'ordre de ses travaux et de ses délibérations; il peut se diviser en comité et en sections, selon les besoins.

Art. 30. Le conseil est permanent; les trois quarts des membres présents suffisent pour délibérer: toute décision est prise à la simple majorité, et ordinairement par vote verbal; le scrutin secret aura lieu sur la demande d'un membre; en cas de partage des votes, la voix du président sera prépondérante. Les arrêtés du conseil sont rédigés séance tenante sur un registre spécial.

Art. 31. La correspondance du conseil est rédigée par ses soins; elle est signée par le Président, et contresignée par le Gérant; le conseil détermine les pièces qui sont expédiées par le Gérant sans lui avoir été préalablement soumises; toutes les pièces expédiées au nom de la Société sont transcrites sur un registre spécial; celles qui lui sont adressées demeurent classées par ordre; il en est fait mention en substance sur un registre à ce destiné.

Art. 32. Tous les Sociétaires ont le droit d'assister aux séances du conseil administratif.

Art. 33. Sur la demande de deux de ses membres, le conseil administratif a le droit de se former en comité secret; en ce cas, les Gérants et les Sociétaires ne peuvent assister à la séance.

Attributions du Conseil.

Art. 34. Le conseil nomme à toutes les fonctions et à tous les emplois de la Société, excepté à ceux de la gérance, qui demeurent dans les attributions de l'Assemblée générale. Il fixe les attributions, suspend et révoque tout fonctionnaire qui se serait écarté de son devoir; il règle l'ordre des travaux et en choisit les directeurs et conducteurs; il s'entoure pour cela de tous les membres compétents pour chaque spécialité; il convoque l'Assemblée générale chaque trimestre; il peut la convoquer extraordinairement toutes les fois qu'il le juge nécessaire.

Art. 35. La Société reconnaît, à l'avance, tous les engagements qui seront contractés par ses Gérants. Toutefois, lorsqu'un contrat ou un engagement excède la valeur de mille francs, ces engagements sont soumis à la ratification du conseil administratif, qui statue sans délai.

Art. 36. Le conseil administratif soumet chaque trimestre, à l'appréciation du public par la voie des journaux, l'état moral, matériel et financier de la Société.

Raison et Signature Sociales.

Art. 37. La Société appose en tête de toutes les pièces qui émanent de son sein et qui sont revêtues de la signature sociale, et sur tous les imprimés qu'elle produit, un sceau qui ne variera point et qui contiendra ces mots:

Société Agricole et Industrielle de la Grande Famille.

Art. 38. La signature ou raison sociale portera les noms des Gérants, lesquels noms seront suivis de ce complément: et Cie fraternelle.

Art. 39. Il est expressément défendu aux Gérants de faire usage de la signature sociale pour des actes entraînant une responsabilité étrangère aux affaires de la Société.

Art. 40. Les Gérants ne peuvent engager ni soutenir une action en justice qu'après y avoir été autorisés par le conseil; mais ils doivent, sans attendre cette autorisation faire tous les actes conservatoires.

Art. 41. Il sera établi, au siège de la Société, une caisse en fer contenant toutes les valeurs qui excéderont la somme fixée pour le fonds de roulement. Cette caisse aura trois serrures; une clef sera remise aux mains du Gérant, une autre sera remise aux mains du trésorier, et la troisième sera remise à un membre que le Conseil administratif choisira dans son sein.

Art. 42. La Société laisse à la disposition de la gérance un fonds de roulement dont le maximum sera fixé par la prochaine Assemblée générale.

Lorsque le fonds de roulement dépassera le

maximum, l'excédant sera immédiatement déposé dans la caisse sociale, en attendant qu'il soit transporté à la Banque ou au comptoir national d'escompte.

Art. 43. Chaque mois le conseil se fera présenter par les Gérants les comptes et états du mois écoulé, ainsi que les pièces justificatives et relatives.

Art. 44. L'approbation ou l'arrêté pur et simple du conseil opérera la décharge des Gérants envers la Société.

Art. 45. Un inventaire général de l'actif et du passif de la Société sera fait chaque trimestre par le conseil administratif, d'après les documents et les pièces authentiques que devront lui fournir les Gérants. Le conseil opérera la répartition des bénéfices par dividendes égaux entre tous les Sociétaires, ainsi qu'il suit: 1° le tiers de chaque dividende sera à la disponibilité de chaque Associé (1); 2° un autre tiers sera porté en crédit au compte de chacun, pour lui être payé au cas où il lui conviendrait de sortir de la Société. Au cas de décès du sociétaire, ce tiers est la seule part sur laquelle les héritiers auraient droit ainsi qu'au remboursement de ce qu'il aurait pu apporter à son entrée dans la Société; 3° le troisième tiers deviendra la part indivise de la Société, et servira à son amélioration et à son extension. Ces opérations sont soumises à la sanction de l'Assemblée générale.

Art. 46. Le Conseil présentera chaque année à l'Assemblée générale un rapport complet et détaillé de toutes les opérations de la Société faites dans l'année écoulée, et lui fera connaître ses vues pour l'avenir. Ce rapport sera publié dans les journaux.

Art. 47. Pour éclairer les intérêts de tous ceux qui auraient fait des avances à la Société; il leur serait en tout temps loisible de vérifier les comptes et les éléments dont ils se composent.

Des Assemblées Générales.

Art. 48. Une Assemblée Générale des Associés est convoquée tous les trois mois par le conseil administratif, et plus souvent s'il le juge nécessaire. L'époque des convocations est en janvier, en avril, en juillet, en octobre.

Art. 49. Toute Assemblée générale est présidée provisoirement par un membre du Conseil désigné par le sort. Elle se constitue définitivement par la nomination d'un bureau composé de six de ses membres, savoir: le président, un secrétaire et quatre scrutateurs. Pour valider les décisions, le suffrage de quatre des membres est nécessaire.

Art. 50. Le droit de voter dans l'Assemblée générale appartient à tout Sociétaire.

Art. 51. L'Assemblée générale connaît de toutes les affaires de la Société, prévues ou non prévues par les présents Statuts, pourvu toutefois qu'elle ne déroge point auxdits Statuts.

Art. 52. Les délibérations de l'Assemblée générale sont prises à la majorité absolue des suffrages: elles sont inattaquables tant qu'elles respectent les Statuts. Elles seront consignées sur un registre spécial commis à la garde du Conseil administratif.

Art. 53. Toutes les contestations relatives aux présents Statuts seront jugées en dernier ressort, sans appel, ni pourvoi, ni requête civile, par des arbitres qui seront respectivement nommés par les parties. Ces arbitres auront le pouvoir, en cas de partage d'avis, de s'adjoindre un tiers-arbitre, soit amiablement, soit par la voie du sort.

Art. 54. Dans aucun cas, les héritiers ou créanciers personnels des Associés ne peuvent faire apposer les scellés sur les objets sociaux, ni requérir inventaire, ni faire opposition, ni s'immiscer d'aucune manière dans les affaires de la Société. Le dernier inventaire servira de règle pour l'appréciation de leurs droits.

Art. 55. Tous les Associés déclarent, de la manière la plus explicite et la plus formelle, qu'ils veulent et entendent que toutes les contestations qui pourraient s'élever parmi eux, ou entre chacun d'eux et la Société, soient jugées par les tribunaux du canton qu'ils habitent, sans déroger toutefois au mode d'arbitrage ci-dessus par l'article 53. Ils n'entendent se réserver le droit de s'adresser à ces tribunaux que pour le règlement de la procédure arbitrale.

(1) Ce pécule est destiné aux dépenses que pourront faire les sociétaires dans leurs promenades ou leurs voyages (voir l'art. 15).

Art. 56. Pour arriver à organiser et à harmoniser cet essai de Société sur des bases aussi opposées aux habitudes du *chacun chez soi* et du *chacun pour soi* qui ont régné jusqu'à ce jour, considérant qu'il est logiquement indispensable qu'une impulsion unitaire préside vigoureusement à son établissement, il demeure arrêté que, pendant les deux premières années, le fondateur remplira seul les fonctions réunies, qui sont conférées par les présents statuts au Conseil administratif et au Gérant. Le fondateur s'adjoindra un Gérant adjoint qu'il déléguera pour le suppléer dans ces travaux; le fondateur composera un Conseil qu'il choisira dans les membres de la Société; ce Conseil sera chargé de le seconder dans l'organisation et la direction des diverses spécialités.

Art. 57. Pendant les deux premières années de l'installation, les articles 23, 26, 27, 28, 29, 30, 32, 33, 43, 44, 48, 49, 50, 51, 52, des présents Statuts sont suspendus.

Art. 58. La première assemblée générale sera convoquée par le Fondateur, faisant fonction de Conseil général et de Gérant provisoire, dès les deux premières années d'installation révolues. Cette Assemblée procédera à la nomination du Conseil administratif, du Gérant et du Gérant-adjoint.

Art. 59. Dès que la Société sera constituée, la première Assemblée générale devra, dès son bureau formé, appeler devant elle le Fondateur pour rendre compte de tout ce qui aura facilité ou entravé la fondation de la Société.

Art. 60. Le Fondateur, remplissant la fonction qu'il s'impose dans le seul but d'être utile à ses semblables, ne prélèvera aucune indemnité ni aucun privilège pour ses peines et travaux.

Aperçu des bases du règlement.

Tous les Sociétaires porteront les uniformes adoptés, qui se composeront :

- 1° De l'uniforme de travail, qui variera selon la fonction spéciale que remplira le Sociétaire.
- 2° Les jours de fêtes : Un uniforme élégant sera porté par tous les Sociétaires. Cet uniforme sera continuellement modifiable selon les saisons et la richesse de la Société.

Le temps de la durée de travail variera selon les ressources et les circonstances où se trouvera la Société. Des tableaux de service indiqueront, chaque jour, les fonctions des Sociétaires, et désigneront les conducteurs dans chaque branche de spécialité.

Les travaux seront, pour les Sociétaires, partagés tous les jours dans une proportion variable en travaux industriels et en travaux agricoles. Ce mode nous paraît imposé par les lois de l'hygiène.

La nourriture sera prise dans une salle commune; les mets seront des plus variés en nombre possible, selon la richesse de la Société, afin de procurer à chaque Sociétaire, le choix, dans ses aliments. La tempérance et les convenances prévaleront toujours aux repas.

Tous les services intérieurs de la Société, appelés ordinairement soins et services domestiques, seront faits à tours de rôle par tous les Sociétaires sans exception. Ils seront distribués selon la force et le sexe; toutes les mesures d'ordre seront prises pour les rendre le moins désagréable possible.

Pour régulariser l'ensemble de l'exécution du règlement, pour se rendre au travail, pour en sortir, pour appeler au réfectoire, etc., il sera sonné des airs différents d'un instrument gai et sonore.

Pendant le déjeuner, lecture sera faite des journaux ou autres nouvelles.

Après les heures de travaux, ainsi qu'aux jours de fête, toutes les ressources de distraction que pourra se procurer la Société seront à la disposition de tous les Sociétaires, tels que réunion au salon ou au jardin, bibliothèque, expérience de physique et de chimie, dessin, peinture, horticulture, musique, danse, jeux de jardins, jeux d'adresse, chasse, pêche, etc., etc.

Un luxe de propreté sera obligatoire en tout et partout.

Le langage et les manières devront toujours conserver des formes fraternelles et respectueuses.

Les enfants seront soumis à un règlement savamment paternel, afin de prouver par l'évidence de l'exemple quel profit peut résulter pour l'homme de se trouver abrité sous les lois de

l'hygiène la plus éclairée, d'être instruit de bonne heure, et progressivement, jusqu'au développement complet de toutes ses facultés. De se classer ensuite d'après son aptitude dans des travaux non excessifs et variés! De vivre joyeux et bon, n'ayant pas l'inquiétude de l'avenir! De vivre sans se servir du mensonge ni de la ruse, n'étant ni dominateur ni dominé! De vivre sans vices et sans dépravations, se trouvant à l'abri de la pauvreté qui dégrade et prépare à la fascination qu'exerce l'opulence débauchée! Enfin, d'éviter les maladies qui résultent de la misère, et aussi trop souvent des excès de toutes espèces qui ruinent et tuent le corps ainsi que l'intelligence : voilà la mission que notre conviction nous impose.

Cette pétition sera présentée à l'Assemblée nationale. Elle sera soumise, avant, à la signature des citoyens qui désireraient voir la réalisation de cette association. En conséquence, des exemplaires de cette pétition seront déposés dans tous les clubs démocratiques et aux bureaux des divers journaux qui nous en feraient la demande, soit de Paris, soit des départements.

S'adresser franco au bureau du journal, où on signe également cette pétition, rue du Vert-Bois, 16 bis.

Nous prions tous les amis de nos idées politiques et sociales, de nous prêter leur concours fraternel, soit en nous donnant des renseignements utiles à faire connaître au public, soit en faisant tout leur possible pour propager notre journal.

Nous venons, dans l'arène de la libre discussion, ranger nos efforts à côté de ceux de nos vieux amis qui, comme nous, après le combat, sont venus sérieusement défendre, en les développant avec leurs plumes, les principes qu'ils ont proclamés et les droits qu'ils ont conquis.

Nous espérons qu'ils accueilleront fraternellement en nous le nouveau venu.

Nous mettrons à la place du talent qui nous manque, le courage, la justice et le positif dans les idées que donne seule la vérité.

— 8 —

12° Le caractère personnel de chaque homme est formé en dehors de sa volonté, puisqu'il se compose de son organisation physique et intellectuelle modifiée par les influences diverses qui l'environnent. Toutes les diversités des caractères résultent des rapports plus ou moins favorablement équilibrés entre l'organisation physique, intellectuelle, et le milieu social où vit l'individu.



EXPOSÉ DES LOIS FONDAMENTALES DE LA NATURE HUMAINE.

Ces lois sont indépendantes de la puissance de l'homme qui ne peut ni les changer ni les modifier.

1° L'homme en naissant n'est ni bon ni mauvais, mais naturellement modifiable, fatalement sociable, essentiellement sympathique, normalement actif, doué de volonté, de mémoire et de facultés intellectuelles.

2° Les impressions extérieures qui parviennent à l'homme passent toutes par un ou plusieurs de ses cinq sens.

3° Les qualités et les proportions des éléments organiques qui

Dans un de nos prochains numéros, nous publierons le plan de la Société Agricole de la grande famille, vu à vol d'oiseau, exécuté sur une belle gravure sur bois. Cette publication complètera l'exposé des statuts que nous donnons plus haut.

AVIS A NOS LECTEURS.

Nous allons publier la Doctrine complète du Socialisme, sous ce titre :

LE NATURALISME ou PHILOSOPHIE POSITIVE produisant une Organisation Sociale Normale, déduite des Lois Fondamentales de la Nature Humaine.

Cet ouvrage formera, après sa publication, un volume qui pourra être broché.

Nous recommandons aux Citoyens qui désirent examiner sérieusement les idées sociales, de lire une petite brochure intitulée **DIALOGUE sur le SYSTÈME SOCIAL de ROBERT OWEN**. Prix : 25 cent. Chez PAULIN, éditeur, rue Richelieu, 60.

FAITS DIVERS.

— On nous assure que le 4^e régiment d'artillerie, qui était caserné à Vincennes, vient, sur l'ordre subit du ministre de la guerre, de quitter cette résidence pour être envoyé en province. Il a été immédiatement remplacé. Le 4^e est le régiment qui, en 1846, s'était rangé à Strasbourg du côté de M. Napoléon-Louis Bonaparte. Toutefois, les causes que l'on donne à ce brusque éloignement ne se rattacheront pas à ce souvenir d'une autre époque.

— Il n'est pas inutile de se rappeler que Louis Bonaparte fut un des premiers à se faire inscrire sur la liste des constables spéciaux, lors de la fameuse démonstration chartiste à Londres. Cette initiative donnerait au besoin la mesure des sentiments démocratiques du prince à la République.

(La République.)

— Un journal de Londres, le *Morning-Post*, s'occupant des pitoyables menées du parti bonapartiste, invente une fable qu'il suffit d'indiquer pour

qu'on en fasse justice. Selon cette feuille, notre ami Caussidière aurait contracté avec Thiers et Louis Bonaparte une monstrueuse alliance. Comme s'il était possible que le combattant de Lyon et de Paris pût jamais consentir à accoler son nom à celui du héros des mascarades de Strasbourg et de Boulogne, ou à celui qui rappelle les massacres de Transnonain! Le sérieux et l'honnête peuvent-ils jamais s'allier au ridicule ou à l'odieux?

(La Réforme.)

— Le *Messenger* dit que la police s'est mise à la recherche de M^{me} Gordon, impliquée dans le complot de Strasbourg.

— On disait hier à la bourse tenir d'un changeur qu'une quantité considérable d'or russe avait été présentée au change dans les journées de dimanche, lundi et mardi dernier. Ce fait, s'il est réel, justifierait le bruit qu'on a fait courir sur la présence de certains agents russes à Paris.

Pétition de la Société des Droits de l'Homme contre la loi sur les attroupements.

La Société des Droits de l'Homme et du Citoyen a décidé, dans sa séance du 9 juin, qu'elle présenterait à l'Assemblée nationale une adresse pour lui demander de rapporter la loi récente sur les attroupements. Elle invite tous les corps démocratiques à envoyer des délégués, dans le plus bref délai possible, au lieu de ses séances, rue Albouy, 15, afin de signer cette adresse, dont le texte se trouve ci-joint :

Citoyens représentants,

Lorsque le sang du Peuple a coulé sur les barricades de février pour anéantir un gouvernement qui s'appuyait sur la force brutale et sur la corruption,

Lorsque l'établissement d'une république démocratique, basée sur les principes de la fraternité, semblait annoncer au monde que le temps des lois de répression violente était à jamais passé,

Qu'elle n'a pas été la tristesse que ce peuple a ressentie lors de la promulgation de votre décret sur les attroupements!

L'histoire tout entière des temps passés, ne

nous apprend-elle pas, citoyens représentants, que les lois draconiennes n'ont jamais amené que des subversions terribles dans les sociétés humaines?

La compression amène l'explosion; et le peuple n'a-t-il pas sujet de s'alarmer en voyant paraître un décret dont la dureté et l'injustice révoltantes laissent bien loin en arrière les lois de septembre, contre lesquelles cependant il s'est levé comme un seul homme?

D'un autre côté, lorsque le peuple de Paris voit amonceler des troupes dans l'intérieur et autour de la cité, n'est-il pas fondé à concevoir les craintes les plus légitimes pour les droits qu'il a reconquis, craintes que déjà lui avait inspirées votre décret qu'il n'hésite pas à traiter de libricide?

Est-ce ainsi que s'accomplissent les promesses que nous fit le gouvernement provisoire, lorsqu'il éloigna les troupes de Paris aux jours de février, et devons-nous avoir une seconde édition du programme de l'Hôtel de ville?

Il ne faut pas vous le dissimuler, citoyens représentants, l'esprit du peuple est agité au plus haut degré; il vient vous conjurer de mettre un terme à d'aussi fâcheuses prévisions; il ne veut défendre et maintenir ses droits que par les voies de la raison, de la persuasion et de la fraternité, et ne peut croire qu'il soit possible de le diriger vers le but de l'affranchissement intégral que lui promet la République par l'initiative d'un code draconien et par la force des baïonnettes.

Par la modération et la longanimité que le peuple a montrées, lorsqu'il était le maître absolu, à l'issue de ses victoires de juillet et de février, il témoigne assez de l'esprit d'ordre qui l'anime et de la haute raison qui se trouve dans son âme.

Fort de son droit et de son dévouement à la patrie, de son esprit d'ordre et de conciliation, il vient, citoyens représentants, vous demander de rapporter cette loi, et d'éloigner immédiatement de Paris et de ses environs les troupes qui y ont été appelées dans un but qu'on craint d'approfondir.

Le Gérant, Rédacteur en chef : RAGINEL.

Imprimerie Dondey-Dupré, rue Saint-Louis, 46, au Marais.

composent l'homme varient dans chaque individu. De là résulte la première cause des dissemblances physiques et intellectuelles, et la diversité des aptitudes et des capacités.

4° L'homme n'est pas responsable de ses diversités physiques et intellectuelles, vu qu'elles sont le résultat de causes qui lui sont préexistantes, encore inconnues et indépendantes de sa volonté.

5° L'homme reçoit la vie sans pouvoir choisir les premières impressions qui agissent si puissamment sur lui, tel que l'époque de sa naissance — le choix de ses parents — le climat — le pays — la religion — les lois! ce tout, dont l'influence s'infiltré en lui et fait qu'il a tel caractère national et tel croyance religieuse, ce qui fait qu'il apprécie comme bien et comme mal ce qu'il aurait apprécié différemment s'il était né mille lieues plus loin, sous d'autres mœurs et d'autres lois.

6° Pendant sa jeunesse, l'intelligence de l'homme reçoit facilement l'impression de notions vrais ou fausses qui lui sont données, ce qui contribue à lui former une intelligence saine ou fautive, et le met à même d'apprécier les faits selon ou contrairement à la vérité.

7° Les convictions et les croyances résultent des impressions

reçues, l'on n'est pas maître de croire ou de ne pas croire, de penser ou d'oublier.

8° Toutes les facultés physiques et intellectuelles qui sont innées dans l'homme ont droit à leur développement complet par le fait seul de leur être.

Le complet développement de ses facultés, et l'entière satisfaction de ses besoins, constituent le bonheur auquel tout homme a légitimement droit.

9° La santé, qui est l'état normal, est limitée en partie à l'usage que l'on fait de ses facultés et de ses sens. L'excès qui commence avec l'abus tue la sensation bonne, crée le malaise, et affaiblit en altérant jusqu'à la destruction les forces physiques et intellectuelles.

10° Les sensations imposent à l'homme des sentiments qui l'obligent à aimer, à préférer ou à affectionner les choses qui, malgré lui, lui causent des sensations agréables. Il est de même obligé de haïr, de répugner ce qui lui cause des sensations antipathiques et désagréables.

11° Les organisations étant différentes chez chaque individu, il en résulte qu'un même fait se passant devant plusieurs individus ne produit pas exactement chez chacun d'eux les mêmes sensations, les mêmes idées.